

'UPR demande à M. Macron de soumettre à référendum sa « refondation » de l'Europe, et de ne pas s'exprimer devant des drapeaux étrangers en dehors de tout cadre de visite officielle, car il n'en a pas le droit



COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE

L'UNION POPULAIRE RÉPUBLICAINE

= Mercredi 27 septembre 2017 =

À l'occasion du discours qu'il a tenu ce mardi à la Sorbonne, M. Macron a annoncé une série de mesures pour « refonder l'Europe », une fois de plus.

Ces mesures, pour l'essentiel, n'ont jamais fait partie du programme présidentiel sur lequel M. Macron s'est fait élire. Il n'avait donc aucune légitimité démocratique pour faire la plupart des annonces qu'il a faites ce mardi.

En particulier, les Français n'ont jamais donné leur aval à la mise sur pied d'un budget européen de la Défense, ni à la définition d'une doctrine de Défense commune, ni à l'intégration de militaires étrangers, ressortissants d'autres États membres, dans nos armées.

Ces propositions sont d'ailleurs complètement déconnectées de la réalité puisque M. Macron a décidé, « en même temps », de tailler à la hache dans le budget de la Défense nationale, empêchant nos armées de se doter ne serait-ce que de leurs équipements de base. À moins que l'objectif véritable de M. Macron, encore dissimulé à ce stade, ne soit de faire passer les armées françaises sous les fourches caudines de puissances étrangères, au nom de la prétendue « construction européenne » et à cause des fameuses « contraintes budgétaires » imposées par notre appartenance à l'euro.

Quant au parquet européen contre le terrorisme fantasmé par M. Macron, il n'en n'a jamais été question pendant la campagne présidentielle. Idem pour les listes transnationales qu'il veut imposer aux élections européennes, probablement pour empêcher un parti comme l'UPR, hostile au principe même de la « construction européenne », de présenter ses propres listes.

Inversement, M. Macron a mis en sourdine certaines promesses qu'il avait faites pour « changer l'Europe » pendant la campagne présidentielle. Il s'est ainsi abstenu de reparler du contrôle des investissements étrangers, notamment chinois, qui a d'ores et déjà été catégoriquement refusé par le Portugal, l'Espagne et la Grèce. Il a aussi évité de

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
remettre sur le tapis la réforme en profondeur de la directive sur les travailleurs détachés, réforme refusée par plusieurs pays de l'Est, qui seraient à la rigueur favorables à un très léger toilettage, comme M. Macron a pu le constater pendant sa désastreuse tournée diplomatique à la fin du mois d'août 2017.

À la Sorbonne, où il ne prenait pas beaucoup de risques en s'exprimant devant un parterre de jeunes triés sur le volet, et acquis à sa personne, M. Macron a préféré ressasser les sempiternelles et vagues promesses de convergence sociale et fiscale à l'intérieur de l'Union européenne, sans d'ailleurs aller au bout de son raisonnement puisque c'est la France qui sera obligée de s'aligner sur le moins-disant social, salarial et fiscal dans l'Union européenne, à cause de la concurrence, et non l'inverse.

Si M. Macron était soucieux de respecter la démocratie et l'avis des Français, il aurait organisé un référendum sur l'ensemble des propositions qu'il a formulées, au lieu de présenter sa position personnelle comme étant celle de ses concitoyens, et donc de la France vis-à-vis des 27 autres États membres.

L'UPR demande donc solennellement à M. Macron de soumettre au peuple français par référendum ses propositions destinées à « refonder l'Europe ».

De surcroît, M. Macron a formulé ses propositions sans aucun aval des 27 autres États dont il est très peu probable qu'ils les valideraient unanimement, voire qu'ils n'en valideraient qu'une seule. En d'autres termes, il est plus que probable, une fois encore, que les paroles de M. Macron restent lettre morte et qu'elles soient rapidement chassées de l'actualité. M. Macron a encore cédé à un exercice de pure communication dont l'effet principal est de confirmer l'extrême narcissisme de son auteur.

Macron est, en outre, allé jusqu'à parler devant les drapeaux des autres États membres pour faire croire aux Français, dans une espèce de mise en scène onusienne, qu'il parlait avec l'assentiment de l'ensemble des peuples. Ainsi, non seulement M. Macron a pris publiquement ses délires pour les souhaits du peuple français, mais encore pour les souhaits des 27 autres gouvernements et des 27 autres peuples de l'Union européenne. Il s'agit d'une escroquerie et d'une faute diplomatique majeure qui donne droit légitimement aux autres États de demander des explications, pour ne pas dire des excuses, au gouvernement français. Imagine-t-on par exemple le gouvernement polonais s'exprimer devant le drapeau français pour développer une vision de l'Europe donnant une large place aux « travailleurs détachés » dont, justement, les Français ne veulent pas ?

L'UPR demande donc solennellement à M. Macron de ne plus s'exprimer devant des drapeaux étrangers en dehors de tout cadre de visite officielle.

En agissant de la sorte, M. Macron s'est encore livré à l'un de ces travestissements dont il est, hélas, coutumier. Après s'être campé en sous-marinier, en pilote de chasse, en philosophe devant l'Acropole d'Athènes, ou encore en victime d'Irma faisant sa toilette dans un seau à Saint Martin, le voici jouant le prophète de l'Europe sur une estrade de la Sorbonne.

Le pire pour M. Macron est que la réélection triomphale de Mme Merkel qu'il avait souhaitée en Allemagne n'a pas eu lieu, ce qui ruine pratiquement d'entrée de jeu toutes ses propositions. Il est en effet probable que plusieurs alliés potentiels de Mme Merkel s'opposeront à tout budget et à tout ministre de la zone euro, qui constituent le fer de lance de la « refondation » européenne voulue par M. Macron. Peut-être Mme Merkel sera-t-elle, dans son for intérieur, heureuse elle-même de cette situation de blocage.

En conclusion, le numéro de spectacle de M. Macron à la Sorbonne ce mardi est, d'ores et déjà, nul et non avvenu. Il démontre aussi de façon éclatante l'inanité du locataire de l'Élysée, sa dangereuse irresponsabilité et son narcissisme maladif que les Français ne vont peut-être pas supporter indéfiniment.